

aperçu

Cet outil de pré-vérification de l'admissibilité vise à aider :

- Les locataires de DC qui cherchent de l'aide pour leur loyer ou leurs services publics en raison des difficultés rencontrées pendant l'urgence de santé publique.
- Organismes communautaires (CBO) qui aimeraient aider les résidents à avoir accès au loyer et à l'aide aux services publics.

Cet outil de pré-vérification de l'admissibilité vise à vous aider à identifier la bonne ressource pour vous; toutefois, il ne vous qualifie pas automatiquement pour ces services

Si vous avez des questions sur l'admissibilité ou le processus de demande, vous pouvez appeler notre centre de service à la **clientèle au 833-4-STAYDC (833-478-2932) du lundi au vendredi entre 7 h HE et 19 h HE.**

Les individuals sont fortement encouragés à aviser leur fournisseur de logements et/ou leur fournisseur de services publics de leurs plans de demande d'aide, car les délais d'examen des demandes varieront.

LISTE DE VÉRIFICATION PRÉALABLE À L'ADMISSIBILITÉ

Si vous répondez OUI à chacune des questions suivantes, vous êtes potentiellement admissible à participer au programme STAY DC.

Toutefois, si vous répondez NON à une ou plusieurs des questions ci-dessous, vous n'êtes probablement pas admissible à participer au programme STAY DC.

- 1. Je vis actuellement dans le district de Columbia**
- 2. Je loue/loue/sous-loue actuellement une maison/unité/appartement ou limited equity co-op (LEC) auprès d'un fournisseur de logements**
- 3. Je peux fournir des documents pour témoigner de mon statut actuel de locataire**
par exemple:
 - Je peux fournir une copie d'un contrat de location/bail/sous-location ou d'une entente de coopération en actions limitées avec mon nom, mon adresse locative et mon obligation mensuelle de loyer.**ou**
 - Je peux fournir une preuve des paiements réguliers de loyer (tels que les talons de paie, les relevés bancaires, les copies des chèques déposés, etc.)
- 4. Moi ou un ou plusieurs membres adultes de mon ménage avons connu l'un des éléments suivants : Qualifié pour les allocations de chômage à tout moment depuis le 1er janvier 2020 (que vous receviez ou non des allocations de chômage à compter d'aujourd'hui)**
 - A connu une réduction des revenus due à la pandémie covid-19
 - Coûts importants dus à la pandémie covid-19
 - A connu d'autres difficultés financières dues, directement ou indirectement, à la pandémie covid-19
- 5. Je suis responsable du paiement d'une partie ou du montant total du loyer mensuel**

6. **Un ou plusieurs membres d'un ménage locatif ou moi-même risquons d'éprouver de l'instabilité du logement ou de l'itinérance en raison de l'un des facteurs ci-dessous :**
- A reçu un loyer dû ou un avis de service public dû depuis le 1er avril 2020
 - Reçoit un avis d'expulsion locative depuis le 1er avril 2020
 - A été lourdement accablé par le loyer (p. ex., payer plus de 50 % du revenu du ménage sur le loyer)
7. **Selon le REVENU ANNUEL 2020 de mon ménage (c.-à-d. additionnent tous les revenus des membres de votre ménage pour l'ensemble de 2020) ou le REVENU RÉCENT (c.-à-d. additionnent tous les revenus des membres de votre ménage au cours des deux derniers mois et se multiplient par 6), mon revenu total du ménage est de 80 % AMI ou moins (voir tableau ci-dessous pour l'indication des limites d'AMI par nombre de membres du ménage)**

| Taille du ménage | Le revenu total du ménage est inférieur ou égal à... |
|------------------|--|
| 1 | 57,650 \$ |
| 2 | 65,85 \$0 |
| 3 | 7\$ 4,100 \$ |
| 4 | 82 300 \$ |
| 5 | 88 900 \$ |
| 6 | 95 500 \$ |
| 7 | 102 100 \$ |
| 8 | 108 650 \$ |

Remarque : La documentation sur le revenu **à l'appui de chaque adulte de votre ménage** locatif sera requise dans la demande complète.

En outre, **les sources de revenu peuvent** comprendre : salaire, salaire, pourboires, commissions, revenu d'entreprise, intérêts, dividendes, prestations de sécurité sociale, rentes, assurance, Sécurité sociale, rentes, polices d'assurance, fonds de retraite, pensions, prestations d'invalidité ou de décès, indemnité de chômage et d'invalidité, indemnité de travailleur et indemnité de départ, et prestations d'aide sociale.